

RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 F.CFA

www.adiac-congo.com

N° 4053 VENDREDI 6 AOÛT 2021

COOPÉRATION SINO-CONGOLAISE

La Chine inquiète des « tendances de politisation »



Zhu Jing, l'ambassadeur chinois en RDC

Basée sur le principe gagnant-gagnant, la relation économique entre les deux pays a littéralement explosé au fil des dernières années, avec un coût d'investissement des entreprises chinoises estimé à plus de 170 millions de dollars. Avec ce record, la RDC devient la première destination des investisseurs de l'Empire du milieu. Cependant, toute révision du contrat minier aurait un impact certain car, explique l'ambassadeur chinois, Zhu Jing, il s'agit du pilier même du partenariat stratégique. « Quand on parle de revisiter le contrat minier avec la Chine, il y a les tendances de politisation. Nous devrions être vigilants », a-t-il indiqué à la presse après évaluation semestrielle de la coopération sino-congolaise.

Page 2

COVID-19

Le Pr Muyembe invite la population à se faire vacciner



Le Pr Muyembe

Le secrétaire technique du Comité multisectoriel de la riposte à la covid-19, le Pr Muyembe, a appelé la population à se faire vacciner contre cette pandémie et à respecter les gestes barrières. Il a lancé cet appel, le 4 août, au cours d'une conférence de presse sur la situation épidémiologique de covid-19 en RDC. A l'en

croire, la troisième vague est derrière nous mais il faut le respect des gestes barrières et, surtout, la vaccination pour éviter la quatrième vague. Et d'ajouter que le taux de létalité de la RDC, soit 2,2 %, est parmi les taux les plus faibles en Afrique dans la région africaine de l'OMS.

Page 3

PROVINCES DE L'ITURI ET DU NORD-KIVU

Début de l'évaluation de l'état de siège



La ville de Bunia, chef-lieu de la province de l'Ituri

L'évaluation de l'état de siège en cours dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu a débuté le 5 août à l'Assemblée nationale. Il est prévu au sein de la commission défense et sécurité de la chambre basse du Parlement congolais, des auditions des membres du gouvernement et des officiers supérieurs de l'armée. Des sources proches du

dossier notent que le ministre de la Défense et Anciens combattants a été le premier à être reçu et entendu. Il a été accompagné du chef d'état-major et de plusieurs autres généraux. Un rapport d'audition sera présenté, à cet effet, à la prochaine plénière de l'Assemblée nationale.

Page 3

KINSHASA

La sixième vague des « Kulunas » envoyée à Kanyama Kasese

La police nationale/ville de Kinshasa a présenté, le 4 août, au gouverneur de la ville-province, Genty Ngobila Mbaka, trois cent soixante-quinze bandits urbains communément appelés « Kulunas

» ainsi que deux évadés du camp de Kanyama Kasese. Dans son intervention, le gouverneur Ngobila a félicité la police pour le travail qu'elle continue à abattre, avant d'encourager ce corps à pour-

suivre sans relâche cette opération afin de permettre aux Kinois et Kinois de vivre et de circuler en toute tranquillité.

Page 3

ÉDITORIAL

Ormuz !

Comme il fallait s'y attendre et comme d'ailleurs nous l'avions souligné ici même à plusieurs reprises, la stabilité du golfe Persique se fissure de jour en jour. Avec, très probablement, le blocage un jour prochain du détroit d'Ormuz par où transite un tiers de la production mondiale d'hydrocarbures et, par conséquent, le déclenchement d'une crise de dimension planétaire dont personne aujourd'hui ne peut dire ce qui surgira à plus ou moins brève échéance.

Au cœur de la crise qui se précise de jour en jour comme le montre l'attaque menée il y a quelques jours, probablement par les forces iraniennes, contre un navire israélien se trouve la course contre la montre engagée depuis des années par l'Iran pour se doter de l'arme nucléaire. Une avancée stratégique qu'Israël, doté lui-même de cette arme de destruction massive grâce à la France, fera tout pour empêcher ; tout, y compris une guerre ouverte que chaque camp récuse, mais dont les contours se précisent de jour en jour et qui aura comme conséquence inévitable la fermeture temporaire ou définitive du détroit d'Ormuz.

Si nous évoquons à nouveau ce très probable conflit c'est, bien évidemment, parce qu'il aura des conséquences dramatiques pour tous les pays de la région concernés plus ou moins directement par l'affrontement entre l'Iran et Israël. Mais c'est aussi parce qu'il provoquera une crise économique planétaire dont le golfe de Guinée, c'est-à-dire nous-mêmes tirerons de grands, très grands profits. Productrice de pétrole et de gaz, largement ouverte sur l'océan Atlantique donc sur les deux Amériques et l'Europe, dotée de grands ports parmi lesquels figure en très bonne place celui de Pointe-Noire, cette partie de l'Afrique a, en effet, tous les atouts en main pour devenir l'un des pivots du commerce mondial des hydrocarbures si la crise qui menace aujourd'hui l'accès au golfe Persique par le détroit d'Ormuz dégénère.

Dans le moment où la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), que préside actuellement Denis Sassou N'Guesso, s'emploie à resserrer les liens entre ses onze Etats membres et donc à accélérer le processus d'intégration régionale dont surgira le meilleur pour les peuples concernés, dans ce moment donc une réflexion collective s'impose sur les conséquences inévitables de la crise que va très probablement vivre le golfe Persique.

Le Courrier de Kinshasa

COOPÉRATION SINO-CONGOLAISE

La Chine inquiète des « tendances de politisation »

Basée sur le principe gagnant-gagnant, la relation économique entre les deux pays a littéralement explosé au fil des dernières années, avec un coût d'investissement des entreprises chinoises estimé à plus de 170 millions de dollars. Avec ce record, la RDC devient la première destination des investisseurs de l'Empire du milieu. Toute révision du contrat minier aurait un impact certain car, explique l'ambassadeur chinois, Zhu Jing, il s'agit du pilier même du partenariat stratégique.

Mardi 3 août, l'ambassadeur chinois a tenu à partager avec la presse RD-congolaise les derniers chiffres de l'évaluation semestrielle de la coopération sino-congolaise. La grande nouvelle est sans aucun doute l'annonce du coût d'investissement des entreprises chinoises en RDC qui a atteint 176 millions de dollars durant les six premiers mois de l'année. Avec ce niveau de performance dans un contexte difficile de covid-19, Kinshasa prend la première place des destinations des investissements chinois à travers le monde. Quant aux échanges commerciaux, ils ont atteint 6,5 milliards de dollars, affichant une croissance annuelle de 108 %. Les exportations congolaises vers le marché chinois ont dépassé légèrement les 5 milliards de dollars, soit une croissance annuelle de 126 %. Enfin, les importations en provenance de Chine au Congo ont atteint 1,2 milliard de dollars, une croissance de 56 %.

Selon la représentation diplomatique chinoise en RDC,

Kinshasa aurait gagné environ 4,4 milliards de dollars des échanges commerciaux avec la Chine au cours du premier semestre. Par ailleurs, cette évaluation semestrielle fait d'autres révélations sur les bons résultats réalisés dans plusieurs secteurs, dont les infrastructures routières et l'énergie. L'exemple le plus probant est le lancement par le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi, des travaux de la centrale hydroélectrique de Kinsuka d'une capacité de 240 MW.

Si Kinshasa parle aujourd'hui de réviser urgemment le contrat minier, Pékin préfère saluer le record atteint au cours des six premiers mois de 2021. Le progrès est tout juste remarquable : « Nous encourageons les efforts d'amélioration du climat des affaires et des investissements. Tout doit être fait pour attirer d'autres investisseurs », a-t-il ajouté. La révision du contrat minier est d'autant plus délicate que la Sicomin, une société née de ce partenariat stratégique est en train de mettre en

place une chaîne complète de transformation de minerais de cuivre en RDC.

Pour autant, le discours des autorités RD-congolaises n'ont pas manqué d'attirer l'attention chinoise. « Quand on parle de revisiter le contrat minier avec la Chine, il y a les tendances de politisation. Nous devrions être vigilants. La coopération sino-congolaise dans le secteur minier est un pilier pour notre partenariat stratégique. La RDC est un pays riche en ressources naturelles, mais si les minerais ne sont pas exploités, ça ne coûte aucun dollar », a-t-il renchéri. Même si la diplomatie chinoise admet qu'aucune coopération n'est parfaite, les efforts des deux partenaires doivent viser l'amélioration. « Si les deux parties, après la consultation amicale, décident de modifier quelque chose, ou d'améliorer le partenariat, je crois que les entreprises chinoises seront ouvertes, c'est notre objectif final ». Nous y reviendrons.

Laurent Essolomwa

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo

Secrétaire des rédactions :

Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Dorly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,
Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,
Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire :

Mélaïne Eta Tano

Chef de service diffusion de Brazzaville :
Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé
Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: 06 700 09 00
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

PROVINCES DE L'ITURI ET DU NORD-KIVU

Début de l'évaluation de l'état de siège

Après l'audition par la commission spéciale au sein de la commission défense et sécurité de la chambre basse du Parlement congolais de toutes les personnes concernées, un rapport sera présenté à la prochaine plénière de l'Assemblée nationale.

L'évaluation de l'état de siège en cours dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu a débuté le 5 août à l'Assemblée nationale à Kinshasa. Dans cette optique, il est notamment prévu au sein de la commission défense et sécurité de la chambre basse du Parlement congolais, des auditions des membres du gouvernement

et des officiers supérieurs de l'armée. Des sources proches de ce dossier notent que le ministre de la Défense et Anciens combattants, Gilbert Kabanda Kurhenga, a été le premier à être reçu et entendu. Il a été accompagné du chef d'état-major et de plusieurs autres généraux.

Après l'audition de toutes les

personnes par cette commission spéciale, le rapport de ladite commission sera présenté à la prochaine plénière de l'Assemblée nationale. Il est rappelé que l'état de siège a été prorogé pour la cinquième fois par les deux chambres du Parlement et que cette évaluation a été exigée avec insistance par les députés na-

tionaux, principalement les élus de ces deux provinces. Après l'Assemblée nationale, le Sénat venait d'autoriser en seconde lecture cette cinquième prolongation de l'état de siège décrété dans ces deux provinces.

Au cours de la plénière virtuelle tenue le 4 août et présidée par le président de cette chambre

du Parlement, Bahati Lukwebo, soixante-dix-huit sur quatre-vingts sénateurs présents ont voté pour et deux autres ont voté contre. « Ce projet de loi sera transmis aujourd'hui même au président de la République pour promulgation », a promis Bahati Lukwebo.

Lucien Dianzenza

COVID-19

Le Pr Muyembe invite la population à se faire vacciner

A en croire le professeur, la troisième vague est derrière nous mais il faut le respect des gestes barrières et, surtout, la vaccination pour éviter la quatrième vague de cette pandémie dans le pays.

Le secrétaire technique du Comité multisectoriel de la riposte à la covid-19, le Pr Muyembe a appelé la population à se faire vacciner contre cette pandémie et à respecter les gestes barrières. Il a lancé cet appel le 4 août au cours d'une conférence de presse sur la situation épidémiologique de covid-19 en République démocratique du Congo (RDC). Au cours de cette rencontre avec les chevaliers de la plume et du micro, le Pr Muyembe a déclaré que le taux de létalité de la RDC, soit 2,2 %, est parmi les taux les plus faibles en Afrique dans la région africaine de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). A l'en croire, Kinshasa n'était plus non plus l'épicentre de la troisième vague de la covid-19 dans le pays. Toutefois, il a insisté sur le respect des mesures barrières et sur la vaccination, pour éviter

la quatrième vague. "Les mesures barrières doivent être de mise et la population doit impérativement se faire vacciner pour éviter la quatrième vague", a déclaré le Dr. Jean-Jacques Muyembe.

Ainsi, a-t-il dit, la RDC occupe la 19e place parmi les pays les plus affectés par la létalité et la 18e place du point de vue les statistiques parmi les pays les plus touchés par la covid-19, notamment dans la région de l'OMS Afro. Rappelant que toutes les vingt-six provinces du pays sont touchées par cette pandémie, le Pr Muyembe a rassuré que les équipes de la riposte suivent continuellement les personnes contaminées et au stade actuel huit mille quatre cent six cas sont actifs.

Blandine Lusimana

KINSHASA

La 6e vague des kulunas envoyée à Kanyama Kasese

Le groupe est constitué de 375 kulunas et deux évadés de ce centre, qui ont été présentés au gouverneur de la ville, Gentiny Ngobila



Les kulunas présentés au gouverneur

La police nationale/ville de Kinshasa a présenté, le 4 août, au gouverneur de la ville-province, Gentiny Ngobila Mbaka, 375 bandits urbains communément appelés « kulunas » ainsi que deux évadés du camp de Kanyama Kasese. Cette cérémonie a eu lieu au terrain flamboyant dans la commune de la Gombe, en présence du commissaire provincial de la police nationale/ville de Kinshasa, le général Sylvano Kasongo, du commandant du Service national ainsi que d'autres officiers de la police nationale et des Forces armées de la RDC.

Dans son intervention, le gouverneur Ngobila a félicité la police pour le travail qu'elle continue à abattre, avant d'encourager ce corps à poursuivre sans relâche cette opération afin de permettre aux Kinois et Kinois de vivre et de circuler dans la tranquillité. « Cela est non seulement mon combat mais aussi celui du président de la République, Félix Antoine Tshisekedi, ainsi que du gouvernement congolais », a-t-il indiqué.

Le transfert vers Kanyama Kasese
L'autorité urbaine a clairement indi-

qué que ces kulunas doivent aussi être transférés à Kanyama Kasese, dans le Grand Katanga, où ils vont être mis à la disposition du Service national. « Il faut que la police accentue la traque pour décourager ce phénomène. Au fur et à mesure que nous avançons, il y aura plus de kuluna à Kinshasa avec la surpopulation de la capitale », a souligné le gouverneur Ngobila. Et de rassurer l'opinion sur la réinsertion sociale de tous ces kuluna qui tombent dans le filet de la police.

Le gouverneur Ngobila a, par ailleurs, souligné que ceux qui vont à Kanyama Kasese apprennent des métiers qui peuvent les rendre utiles dans la société. « Les uns fabriquent des bancs pour les élèves, les autres sont dans l'agriculture, et les filles, particulièrement, apprennent la coupe et couture », a fait savoir Gentiny Ngobila. Ces kulunas présentés constituent la 6e vague depuis leur envoi à Kanyama Kasese. Le matin du 5 août, un convoi est parti pour l'aéroport international de N'djili, avec ces kulunas, qui vont rejoindre le centre de Kanyama Kasese.

Lucien Dianzenza



Le Pr Muyembe/DR

SANTÉ

Installation bientôt d'une antenne du réseau Core-Group USA

Core Group-USA est le seul acteur dans son domaine qui rassemble les praticiens et les professionnels de la santé communautaire mondiale en vue de partager des connaissances, des preuves et des meilleures pratiques.



Le ministre Mbungani et ses hôtes

La préoccupation a été au centre de l'audience que le ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévention, le Dr Jean-Jacques Mbungani, a accordé le 4 août en son cabinet à l'Immeuble intelligent au conseiller principal chargé de plaidoyer et communication à Core Group-USA, Daniel Massamba Meboya, en séjour de travail à Kinshasa. Il a été accompagné du pharmacien Jules Bouku.

Daniel Massamba Meboya a expliqué au ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévention l'intention de son organisation de s'implanter en RDC. "La contribution de Core Group-USA dans le secteur de la

santé en RDC est une bonne nouvelle", a-t-il déclaré.

Ouvrant dans le secteur de la santé, Core Group-USA se veut un partenaire pour le ministère de la Santé en ce qui concerne la riposte à la covid-19. Cette pandémie qui a fait plus de cinquante mille cas confirmés en RDC. C'est dans ce cadre que cette structure américaine entend apporter son appui aux efforts du gouvernement congolais dans la promotion d'un climat de confiance du public dans le vaccin anti-covid.

Blandine Lusimana

ACADÉMIE AFRICAINE DE MUSIQUE CHORALE

Une master class pour les compositeurs

Amateurs et professionnels sont vivement encouragés à s'inscrire à cette session portant sur la rhétorique et l'esthétique musicale qui se tiendra la journée du 28 août, de 9h à 18h, au Centre universitaire de missiologie (CUM) situé dans l'enceinte de l'ancienne concession Sango Malamu.

La session de perfectionnement en « rhétorique et esthétique musicale » que va animer le directeur de l'Académie africaine de musique chorale (AAMC) n'est pas seulement ouverte aux professionnels. Les amateurs intéressés pourront tout aussi y participer. Ambroise Kua-Nzami Toko avise déjà qu'il va aborder « les approches créatives s'inspirant de l'essence esthétique des figures de rhétorique ». Lors de cette master class, « les participants vont explorer différentes approches créatives ayant des effets esthétiques sûrs », a indiqué le chef de chœur de renom. Ce qui, ajoute-t-il, « leur permettra de composer aisément de très belles mélodies en faisant des choix musicaux appropriés s'appuyant sur des bases rationnelles ».

Compositeur chevronné, fort des connaissances forgées au fil du temps, consolidées par plusieurs années de pratique, Ambroise Kua-Nzami a insisté sur le fait que « l'on ne compose pas très bien par hasard ». Aussi a-t-il soutenu : « Au-delà de l'expérience acquise dans l'art de composer, l'on peut facilement réussir des coups de maître en assurant aux pièces composées une beauté esthétique insoupçonnée ». Le directeur de l'AAMC rappelle aussi que l'on ne va pas réinventer la roue. « La beauté artistique a révélé ses secrets qui ont été codifiés » et pour en tirer le meilleur parti, il suffit de s'en imprégner afin d'apprendre comment le faire au mieux.

Il convient de souligner que l'AAMC est une école de formation professionnelle dont l'expertise est reconnue et saluée à l'international. Elle a obtenu la « mention spéciale » du Conseil international de la musique, prix décerné en 2011. Quant à son directeur, Dr Hc d'hymnologie à la Triune biblical University (TBU - Canada) et Dr Hc d'art musical à la TBU-USA a une réputation bien établie dans le milieu du chant choral international. Il n'est pas un des moindres acteurs dans son domaine. Il a fait de nombreuses fois montre de son expertise dans diverses rencontres, notamment aux Choralies, le rendez-vous phare du chant choral en France organisé par l'association À Cœur Joie. À savoir qu'il réunissait près de 5 000 choristes et musiciens, amateurs et professionnels tous les trois ans. Ambroise Kua-Nzami y a animé différents ateliers, forums et master class pendant cinq éditions successives tenues respectivement en 2007, 2010, 2013, 2016 et la toute dernière en 2019. Il a aussi fait profiter son savoir-faire à Europa Cantat (2006-2015), à Namur en chœur 2007, à Budapest International Choral Festival, au Symposium

ACADEMIE AFRICAINE DE MUSIQUE CHORALE
Prix "mention spéciale" du Conseil International de la Musique (2011)

organise

UNE MASTERCLASSE POUR COMPOSITEURS (AMATEURS ET PROFESSIONNELS)

Thème

RHETORIQUE ET ESTHETIQUE MUSICALE
Approches créatives s'inspirant de l'essence esthétique des figures de rhétorique

Ambroise KUA-NZAMI TOKO
Dr Hc Hymnologie, TBU - CANADA
Dr Hc Art Musical - TBU-USA
Compositeur et chercheur indépendant

Ateliers, Forums, Masterclasses animés au sein de :
Symposium mondial de musique chorale, World Choral Expo, Choralies 2007-2010-2013-2016-2019
Europa Cantat, Namur en chœur, Budapest International Choral Festival...
Samedi 28 Août 2021 - De 9H00 à 18H00
Lieu : Centre Universitaire de Missiologie
Ex Concession Sango Malamu (Mbarza 21 - Mbarza UPN)

Frais de participation : 15\$ (payer en espèces)
inscription sur whatsapp
Paiement par Mpesa : 0818132842

Partenaires :
Triune Biblical University
International University Network
Tél. : 0818132842 - 0999958465 (whatsapp)

L'AAMC organise une master class pour les compositeurs (DR) au World Choral Expo, etc.

Former et renforcer les capacités

L'AAMC, quant à elle, est active depuis le 1er mai 2008. Née avec l'ambition d'être l'école de formation professionnelle de référence, elle n'a pas vu le jour par hasard. Son directeur affirme que son existence a été motivée de façon naturelle à la suite d'une situation aberrante. Ambroise Kua-Nzami a fait un constat difficile à digérer. Il n'en revenait pas que persiste « pendant plusieurs années une inexplicable inertie au sein du mouvement choral congolais. Il se trouvait immobilisé en dépit de l'existence des chorales en nombre astronomique en RD Congo ». Une réalité à laquelle il peinait à s'y faire et ne parvenait pas à comprendre. Aussi l'Académie s'est-elle donnée pour vocation première de « former et renforcer les capacités des chefs de chœur, compositeurs, coachs vocaux, entrepreneurs culturels dans le domaine de la musique chorale (MC) ». Et ensuite de « concevoir et réaliser des projets d'envergure pouvant contribuer au développement de cette MC ». Ce qui a abouti notamment à la conception et mise sur pied de divers programmes. Depuis quelques années « Festivals, concours, résidences, forums, symposiums, congrès, stages, ateliers, master class et autres activités contribuant au développement de la pratique du chant choral » sont répertoriés au nombre des réalisations de l'AAMC. La master class du 28 août s'inscrit dans le même cadre.

Nioni Masela

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUE

Musée du Bassin du Congo

galerie CONGO
ARTS ET EXPRESSIONS

L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS de la Tradition à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville République du Congo.

GOUVERNANCE MONDIALE

La Chine étend son influence à l'ONU

Dans un récent discours célébrant les 100 ans de la fondation du Parti communiste chinois (PC), le président Xi Jinping a souligné le rôle croissant de la Chine dans le développement mondial, face aux Etats-Unis.

La République populaire de Chine a fêté récemment les 100 ans du Parti communiste chinois. Le président Xi Jinping a déclaré à l'occasion que son pays promeut la paix, la coopération et les avantages mutuels. Si tout le monde n'approuve pas ces propos, cependant il est incontestable que l'activisme mondial de la Chine a accru. Pékin a lancé le plus grand projet d'infrastructure au monde, la « Ceinture et la Route », impliquant 139 pays. L'intention de la Chine est de « diriger la réforme du système de gouvernance mondiale », a déclaré Xi Jinping. « L'Atlantic Council » décrit comment la capacité de la Chine à influencer d'autres pays a grimpé ces dernières décennies, tandis que la « capacité d'influence extérieure » des Etats-Unis est restée stable.

L'influence mondiale de la Chine préoccupe les Etats-Unis

Conjuguées aux prévisions qui indiquent que l'économie chinoise dépassera celle des Etats-Unis d'ici 2028, l'influence mondiale de la Chine

préoccupe les présidents américains de ces dernières décennies. En matière de financement, Pékin est désormais le 2^e contributeur au budget ordinaire de l'Organisation des Nations unies (ONU), après les Etats-Unis. Son versement de plus de 347 millions de dollars en 2021 a été très apprécié. La Chine est également le 2^e plus gros contributeur au budget de maintien de la paix de l'ONU et déploie plus de soldats de la paix que les 4 autres membres permanents du Conseil de sécurité (Etats-Unis, Royaume-Uni, France et Russie) réunis. En 2016, la Chine a promis un milliard de dollars supplémentaires sur 10 ans au maintien de la paix de l'ONU.

Le déploiement de l'administration Biden pour conserver sa crédibilité

La proposition de budget de l'administration Biden, serait la première étape pour restaurer le leadership mondial des Etats-Unis et contrer l'influence financière croissante de la Chine à l'ONU. Pour conserver sa crédibilité, Was-

hington envisage de payer tous ses arriérés de maintien de la paix en deux ans. Ce qui mettrait fin à l'attitude de Pékin, de tourner en dérision les Etats-Unis comme « le plus grand débiteur du monde ». Ce ne sont pas seulement sur des questions de financement que la Chine s'intensifie au sein du système de l'ONU. Des ressortissants chinois dirigent désormais 4 des 15 agences spécialisées des Nations unies : l'UIT, l'OACI, la FAO et l'ONUDI. Les agences de l'Organisation des Nations unies sont en grande partie responsables de la de l'établissement des normes et standards internationaux.

Dans son rapport au Congrès, la Commission d'examen économique et de sécurité américano-chinoise souligne que la domination des normes techniques faisait partie intégrante des ambitions de la Chine.

Pour contrer la stratégie chinoise, l'administration Biden est appelée à reprendre la tête de l'ONU. En plus de payer ses cotisations et ses arriérés, Washington doit reconstruire le département

d'Etat, investir et redonner du pouvoir au meilleur corps diplomatique du monde. Le département d'Etat se concentrerait sur l'obtention de représentants américains à des postes de haut niveau à l'ONU, et sur l'investissement dans les programmes d'officiers professionnels juniors onusiens, pensent les experts onusiens américains.

La Chine de plus en plus active dans les droits de l'homme

Ces initiatives sont nécessaires, car 15 élections pour les chefs des agences spécialisées de l'ONU, et 5 pour les principaux fonds et programmes de l'ONU, auront lieu au cours des 18 prochains mois. La mobilisation des alliés sera essentielle à chacune de ces élections. Enfin, la Chine est devenue plus active dans le système mondial des droits de l'homme. Au cours des quatre dernières années, dans le contexte des coupes budgétaires américaines, elle a cherché à réduire le financement des postes de surveil-

lance des droits de l'homme et de protection civile dans les missions de maintien de la paix de l'ONU. En réponse, les Etats-Unis doivent continuer à diriger et à s'engager dans tous les organes des Nations Unies - y compris le Conseil des droits de l'homme, insistent les experts américains. Bien que les actions de la Chine à l'ONU au cours des 4 dernières années n'aient pas constitué une prise de contrôle, elles ne sont pas aléatoires et sont liées à « une grande stratégie réfléchie ».

Le président américain Joe Biden a appelé ce moment « un concours entre les gouvernements autocratiques et les démocraties, déterminant quel système est le mieux adapté pour répondre aux exigences du 21^e siècle ». La Chine a exécuté sa vision du monde avec une vigueur renouvelée. Il revient maintenant aux Etats-Unis de faire de même, en articulant les valeurs de liberté, de justice et de paix qui ont captivé l'imagination du monde lorsque l'ONU a été créée, il y a plus de 75 ans.

Noël Ndong

COVID-19

L'OMS appelle les pays riches à un moratoire sur l'administration des doses de rappel vaccinal

Face au gouffre entre pays riches, où les vaccins anti-covid abondent, et les pauvres qui n'ont pu immuniser qu'une faible partie de leur population, l'Organisation Mondiale de la santé (OMS) a réclamé, le 4 août, une suspension du rappel vaccinal pour approvisionner les pays pauvres.

Le système Covax, mis en place pour tenter de lutter contre l'inégalité vaccinale, n'arrive pas à remplir sa mission faute de vaccins anti-Covid disponibles. Pour y remédier, l'OMS a appelé les pays riches à un moratoire sur l'administration des doses de rappel vaccinal. Et ce, alors que plusieurs Etats s'apprentent à entamer une nouvelle campagne de vaccination.

« Nous avons un besoin urgent de renverser les choses : d'une majorité de vaccins allant dans les pays riches à une majorité allant dans les pays pauvres », a déclaré le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, lors d'un point de presse à Genève.

Il réagissait au fait que l'Allemagne et Israël ont d'ores et déjà annoncé des campagnes pour une troisième dose, pour

les vaccins nécessitant deux doses initiales. Ces « booster doses » sont destinées notamment aux personnes âgées, dont le système immunitaire ne produit pas toujours assez d'anticorps, malgré la vaccination complète.

Le patron de l'agence onu-

sienne a demandé que le moratoire dure « au moins jusqu'à la fin septembre » pour tenter d'atteindre un objectif qu'il avait fixé en mai : que 10% de la population de tous les pays du monde soit vaccinée contre la Covid-19.

« Pour y arriver il nous

faut la coopération de tout le monde, en particulier la poignée de pays et d'entreprises qui contrôlent la production mondiale de vaccins », a-t-il souligné.

Il en a notamment appelé les groupes pharmaceutiques à favoriser le système covax, un système international mis en place pour tenter justement de lutter contre l'inégalité vaccinale et aider 92 pays pauvres à immuniser leurs populations.

Pour l'heure, covax n'arrive pas à remplir sa mission faute de doses et n'a pu distribuer qu'une petite fraction de ce qui était initialement prévu faute de pouvoir acheter les vaccins nécessaires ou parce que l'approvisionnement a été bloqué par l'Inde pour combattre la pandémie chez elle. Le système a, toutefois, pu bénéficier de dizaines de

millions de doses de vaccins offerts par des pays qui en avaient trop, ou d'un type qui ne leur convenait pas - comme les Etats-Unis, mais aussi la France et d'autres pays européens.

Sur les 4 milliards de ces doses injectées dans le monde, 80 % sont allées à des pays à revenu élevé ou moyen supérieur, alors qu'ils représentent moins de 50 % de la population mondiale. Les Etats-Unis ont d'ores et déjà rejeté l'appel de l'OMS à un moratoire. Ils ont estimé qu'ils n'avaient « pas besoin » de choisir entre administrer une troisième dose à leurs citoyens ou en faire don à des pays pauvres. Le docteur Bruce Aylward, chargé de Covax au sein de l'OMS, a reconnu que fin septembre était un objectif ambitieux qui ne sera pas atteint si on continue au rythme actuel.

Yvette Reine Nzaba



COOPÉRATION

Déploiement des Casques bleus rwandais en Centrafrique

La mission des Nations unies en Centrafrique (Minusca) a reçu, le 3 août le renfort de trois cents Casques bleus rwandais pour sécuriser l'axe de ravitaillement vital reliant la capitale Bangui au Cameroun.

Le déploiement de troupes intervient dans le cadre d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies du 12 mars, prévoyant d'augmenter progressivement d'environ trois mille casques bleus les effectifs de la Minusca.

Classée deuxième pays, le moins développé au monde par l'ONU, la Centrafrique est ravagée par une guerre civile depuis 2013 qui a, toutefois, considérablement baissé d'intensité à partir de 2018. « C'est la première partie de l'unité qui est arrivée aujourd'hui pour sécuriser l'axe Bangui-Béloko », à la frontière avec le Cameroun, a déclaré Abdoulaziz Fall, porte-parole de la force de la Minusca, précisant que les

casques bleus rwandais resteraient une année.

Au total, près de 750 casques bleus rwandais seront présents en Centrafrique pour renforcer la mission des Nations unies. Le reste du bataillon (450 soldats) arriveront à Bangui d'ici à la fin de l'année.

À Bangui, les militaires rwandais sont réputés pour leur efficacité, ils ont même longtemps été chargés de la protection de la présidence. « Lorsqu'une opération est appréciée dans un pays, cela nous forcément des liens particuliers et cela ouvre la voie à la coopération dans d'autres secteurs », a indiqué une source proche du gouvernement rwandais qui évoque à terme

un projet d'ouverture d'une ambassade du Rwanda en Centrafrique.

Une importante délégation ministérielle a précédé l'arrivée de Faustin Archange Touadéra à Kigali. Et en avril, une délégation d'une cinquantaine d'investisseurs rwandais avait visité la capitale centrafricaine. Les Rwandais sont intéressés par des projets dans la construction, l'agriculture, mais aussi les mines. Lors de la première visite de Paul Kagame à Bangui en 2019, un accord de coopération, dans le secteur minier, avait ainsi déjà été signé.

La Centrafrique a connu un regain de violences mi-décembre quand une coalition de six des plus puissants

groupes armés qui contrôlaient les 2/3 de la Centrafrique ont lancé une offensive contre le régime du président Faustin Archange Touadéra.

Ils se sont heurtés à des forces bien mieux armées et équipées: quelque douze mille casques bleus de la force de maintien de la paix de Minusca, présents depuis 2014, mais aussi des centaines de militaires rwandais et paramilitaires russes, dépêchés fin décembre, par leurs pays à la rescousse du chef de l'Etat centrafricain et d'une armée démunie.

Incapable de renverser le régime et d'empêcher la réélection du président Touadéra, la coalition rebelle a cherché à couper le trafic

sur les routes nationales (1 et 3), un axe routier vital qui relie la capitale de ce pays enclavé au Cameroun voisin, pour tenter « d'asphyxier » Bangui, tout en prenant le contrôle temporaire de certaines villes.

Les forces gouvernementales ont réussi, depuis le début de l'année, à reprendre aux rebelles les agglomérations et une bonne partie des deux tiers du pays qu'ils contrôlaient depuis plusieurs années. Les attaques des rebelles restent néanmoins fréquentes et se sont accentuées ces dernières semaines. Samedi, au moins 6 civils ont été tués dans le nord-ouest du pays, près de la frontière avec le Cameroun.

Yvette Reine Nzaba

TRANSITION TCHAD

N'Djamena veut s'inspirer du modèle malien

Des membres du Comité tchadien, chargé de désigner les futurs membres du Conseil national de la transition, sont au Mali pour s'inspirer du CNT local, organe législatif de la transition mis en place à la suite du coup d'État militaire du 18 août dernier.

Pour comprendre la situation sur place et éventuellement s'en inspirer, la délégation tchadienne conduite par Jean-Bernard Padaré, cadre du MPS, le parti présidentiel, et vice-président du Comité de sélection, a échangé avec le président de la transition malienne, le colonel Assimi Goïta.

Le CNT malien compte cent-vingt-et-un membres, celui du Tchad en aura quatre-vingt-treize. Le contexte dans lequel cet organe législatif de transition doit être installé n'est pas exactement le même, mais l'objectif, lui, est identique : composer l'assemblée la plus représentative possible des forces vives du pays, sans passer par une élection.

Avant sa visite au Mali, la délégation tchadienne a évidemment rencontré le président du CNT, le colonel Malick Diaw, ainsi que des vice-présidents et des chefs de commissions du Conseil pour parler de la sélection des candidats. Avec des sujets parfois délicats, comme celui de la place des militaires, qui a suscité une forte polémique au Mali, lors de la création du Conseil de transition et qui constitue également un enjeu important au Tchad.

Dans les deux cas, ce sont des militaires qui ont pris le pouvoir, ainsi que le processus de transition. La délégation tchadienne quitte Bamako aujourd'hui. Une autre équipe se rendra prochainement au Soudan, pour tirer des enseignements d'un autre modèle de transition.

Y.R.Nz.

SOUDAN DU SUD

Riek Machar destitué par son parti

Le vice-président du Sud-Soudan, Riek Machar, a été démis de ses fonctions de chef du parti et des forces armées, à l'issue d'un rassemblement de trois jours des principaux dirigeants rivaux.

La branche armée du parti de Riek Machar, ancien rebelle devenu vice-président du Soudan du Sud, a annoncé sa destitution du mouvement. Ce qu'un porte-parole de ce dernier a démenti mercredi.

Figure centrale de la politique sud-soudanaise, Riek Machar a été destitué de sa fonction de président du parti et de la branche armée du SPLM/A-IO, selon un communiqué daté de mardi et signé par Simon Gatwech Dual, un leader de la branche armée.

Cette décision a été prise au terme d'une réunion de trois jours entre des dirigeants du SPLM/A-IO, selon ce texte, qui proclame Gatwech Dual comme leader par intérim du mouvement.

Le texte affirme que Riek Machar a « totalement échoué » à faire preuve de leadership et a considérablement affaibli le poids du mouvement au sein du gouvernement de coalition, formé en février 2020 et duquel il fait partie.

Selon le communiqué, le vice-président a mené, pendant des années, une « politique de diviser pour mieux régner » et a favorisé le népotisme au détriment de l'unité et du progrès. « La réunion a montré qu'il n'y avait pas d'autre option (...) et a finalement conduit à déclarer la dénonciation du Dr Riek Machar Teny Dhurgon de la présidence du SPLM/A-IO », poursuit le texte.

Contacté par l'AFP, un porte-parole du vice-président déchu, Lam Paul Gabriel, a « condamné et dé-



noncé » mercredi soir ces affirmations. « Nous réaffirmons notre plein soutien et notre loyauté au président suprême et commandant en chef du SPLM/A-IO Dr Riek Machar Teny Dhurgon », a-t-il dit.

Il est encore difficile d'établir les conséquences de ce possible putsch interne pour Riek Machar, un habile politicien qui a connu des années de guerre civile, des tentatives d'assassinat et des périodes d'exil.

Ce retournement des alliances a façonné l'histoire sanglante du pays, qui vient de fêter les dix ans de son indépendance, obtenue en juillet 2011. A cette date, il occupait déjà le poste de vice-président et Salva Kiir, celui de président. Il deviendra le principal adversaire de ce dernier dans la guerre ci-

vile qui va ravager le pays à partir de 2013, faisant près de 400.000 morts.

Dans le cadre d'un accord de paix signé en 2018, Riek Machar a réintégré en février 2020 un gouvernement d'union nationale, fragilisé notamment par la difficile application de nombreux points de cet accord.

Dans ce contexte, il a fait face à une opposition grandissante dans ses propres rangs, où s'opposent de multiples factions et où des cadres se sont plaints d'avoir perdu au change dans l'accord conclu avec le parti présidentiel. Ces tensions politiques interviennent sous fond d'une profonde crise économique, d'un niveau d'insécurité alimentaire et d'une malnutrition extrêmement élevés.

Josiane Mambou Loukoula et AF

ÉLECTRICITÉ

Le gouvernement engage une société anglaise pour renforcer les installations

Le protocole d'accord de financement a été signé, le 5 août à Brazzaville, par le ministre de l'Énergie et de l'Hydraulique, Honoré Ntsayi, et le directeur général de Lincoln W Ltd, Daniel Gouobolo. L'entreprise anglaise devra, dans un premier temps, investir 32 milliards FCFA sur les travaux urgents des réseaux électriques.

La priorité de l'entreprise co-contractante, d'après Daniel Gouobolo, consiste à améliorer la fourniture de l'électricité aux grandes villes du pays et résoudre l'épineux problème de délestage. Le projet s'exécutera en deux phases : la première dite « phase urgente » consiste en la réhabilitation du réseau de transport et distribution de l'électricité, et la seconde phase concerne le bouclage et l'extension du même réseau.

Les techniciens de Lincoln W Ltd vont travailler d'arrache-pied pour pouvoir rendre l'électricité stable au profit des entreprises et des ménages congolais. « Il faut d'abord commencer par les travaux de la première phase, dont nous avons une estimation du coût. Mais, il faut une étude de faisabilité afin de déterminer le coût réel des travaux de la seconde phase », a laissé entendre le directeur général de



Échange de parapheurs entre les deux parties/Adiac

Lincoln W Ltd.

Le démarrage effectif des travaux sur le terrain dépendra des étapes de la validation du protocole d'accord et des études prévues. Il peut prendre encore plusieurs mois. L'entreprise s'engage à apporter l'assistance tech-

nique au comité de suivi du projet ; à faciliter l'acquisition des pièces de rechange, l'outillage et les consommables nécessaires à l'exploitation et à la maintenance des équipements ; à s'assurer de la bonne exécution et la livraison du projet dans les délais.

Elle devra également participer à l'assainissement de l'opérateur public, à savoir de l'entité chargée de la gestion des réseaux de transport, de distribution et commercialisation de l'électricité ; faire intervenir des sous-traitants locaux à hauteur de 20% du

coût d'investissement du projet ; reverser 2% des revenus générés par l'investissement dans le circuit économique de la République du Congo.

La partie congolaise s'engage, pour sa part, à garantir les droits et intérêts de l'investisseur, notamment de la libre circulation des personnes, des biens et équipements de l'investisseur dans le cas de l'exécution du projet. Dans la même optique, précise Émile Tsakala, le conseiller à la stratégie et développement du ministre en charge de l'Énergie, les autorités congolaises assureront surtout les intérêts de l'investisseur au sein du conseil d'administration du bénéficiaire du projet, le rapatriement des revenus relatifs à l'amortissement du financement, l'obtention d'une convention d'établissement auprès de la direction générale de l'Économie.

Fiacre Kombo

CENTRE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Le lancement des cours en ligne prévu en 2022

Le ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique, Léon Juste Ibombo, a annoncé le 5 août à Brazzaville le début en janvier 2022 des cours en ligne au Centre africain de recherche sur l'intelligence artificielle (CARIA) de l'Université Denis-Sassou-N'Guesso.

Il s'est exprimé à la clôture de l'atelier de revue à mi-parcours de la mise en place du CARIA organisé par la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) en collaboration avec le gouvernement congolais. « C'est avec satisfaction que je note le début des enseignements en ligne très prochainement. En effet, les experts ont démontré une excellente maîtrise des sujets abordés et se sont, en outre, montrés ouverts et disponibles pour mettre au service de la communauté technique et scientifique le maximum de leur expérience. », a déclaré le ministre Léon Juste Ibombo.

Selon lui, ce centre permettra également d'explorer le potentiel de l'intelligence artificielle et les impacts macroéconomiques, les effets transformateurs sur les sociétés et les économies ; de mettre en exergue de nouveaux domaines de recherche sur l'intelligence artificielle au service de l'homme ; de consolider la



coopération internationale pour promouvoir un accès inclusif à l'intelligence artificielle et aux innovations numériques.

« L'intelligence artificielle étant une matière transversale, à ce titre elle contribue ef-

ficacement au développement de la société et assure une dynamique pour l'innovation, la recherche, le divertissement, la communication. Elle requiert donc une parfaite appropriation et vulgarisation

afin de permettre non seulement aux États, mais aussi au secteur privé et à l'ensemble de la population, d'en tirer pleinement profit dans les meilleures conditions », a indiqué Léon Juste Ibombo.

Pour sa part, le représentant de la CEA, Jean Paul Adam, s'est réjoui de la tenue de cet atelier qui débouche sur une feuille de route devant permettre de réaliser les objectifs inscrits dans le calendrier. « Nous avons constaté la détermination de tous les collaborateurs de démarrer les cours à partir de janvier 2022 dans un format virtuel. Cela démontre la volonté du Congo d'assurer un rythme assidu pour la mise en œuvre du projet et la réalisation du potentiel de l'IA pour le pays aussi bien que pour le continent », a-t-il dit.

« Ce centre d'excellence régional pour l'IA représente une nouvelle ère de développement pour l'Afrique. Il symbolise une transition vers la 4ème révolution industrielle. Nous visons aussi que l'IA soit un levier pour multiplier les opportunités des start-ups, et de privilégier l'innovation et l'esprit entrepreneur », a-t-il ajouté.

Gloria Imelda Lossele



Université du CAERD en Sciences de l'Environnement et Développement Durable

Première Université Privée en Afrique Centrale principalement axée sur les Sciences de l'Environnement et Développement Durable



Pourquoi (UCSED) ?

L'UCSED est cette Université conventionnelle qui vient pour :

→ Tenter de résoudre le problème de formation des étudiants à l'étranger à des coûts très onéreux.

→ Mettre en place des structures adéquates pour assurer une formation professionnelle de qualité donnant facilement accès au marché de l'emploi par la mobilisation des professeurs qui enseignent dans les universités de l'étranger vers le Congo et renforcer ainsi le système éducatif national.

Notre Vision

Former des cadres compétents, opérationnels capables de s'affirmer facilement dans le monde professionnel, car l'Environnement, le Développement Durable c'est la vision de demain, c'est le métier de demain.

DES SORTIES PEDAGOGIQUES A TRAVERS TOUT LE TERRITOIRE NATIONAL ET A L'ETRANGER

Afin de lier la théorie à la pratique, l'UCSED prévoit dans la formation des sorties de terrain (Stages d'immersion, voyages d'études, etc.)

UNE FORMATION DE QUALITE

Par adéquation entre les moyens pédagogiques, techniques et d'encadrement, l'UCSED permet d'assurer une formation professionnelle de qualité, en permettant aux étudiants d'acquérir des outils et renforcer leurs capacités et compétences vers une démarche qualité.

DES EXPERTS QUI VOUS PRENNENT EN CHARGE

L'UCSED met à votre disposition des enseignants-chercheurs de haut niveau de l'Afrique, du Canada et de l'Europe, capables de transmettre leurs connaissances et partager la réalité de leur pratique professionnelle.

PARTENARIAT :

L'UCSED collabore avec des organismes internationaux comme l'Institut d'Appui au Développement basé à Lyon en France

NOS INSTITUTS ET FILIERES

L'Université est constituée de quatre (04) Instituts. Pour cette année académique 2021-2022 qui débutera le 06 septembre 2021

L'Université ouvrira ses portes avec les deux (02) premiers Instituts

1

INSTITUT SUPERIEUR DE L'INGENIERIE DU DEVELOPPEMENT DURABLE (ISID)

NOS FILIERES

- Filière 1 : Gestion, Protection de l'Environnement et Développement Durable
- Filière 2 : Management environnemental et Développement Durable
- Filière 3 : Hygiène-Santé-Sécurité et Environnement
- Filière 4 : Aménagement du territoire et Environnement
- Filière 5 : Aires protégées-Biodiversité-Changement climatique

2

INSTITUT SUPERIEUR DE L'INGENIERIE DE L'EAU ET DU SOL (ISIES)

NOS FILIERES

- Filière 1 : Génie de l'Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)
- Filière 2 : Génie Electrique, Energétique et Energies Renouvelables
- Filière 3 : Mines et Géologie appliquée
- Filière 4 : Sols et Pédologie appliquée
- Filière 5 : Géotechnique et Mécanique des sols

3

INSTITUT SUPERIEUR DE L'INGENIERIE CIVILE (ISIC)

NOS FILIERES

- Filière 1: Génie Civil - BTP - Ouvrages d'Art
- Filière 2: Génie Rural
- Filière 3: Géomatique "Télé-détection - SIG - Géodésie -Topographie"

4

INSTITUT SUPERIEUR DE L'INGENIERIE SOCIALE ET SOCIO-ANTHROPOLOGIE DE DEVELOPPEMENT (ISISAD)

NOS FILIERES

- Filière 1 : Sociologie - Anthropologie - Socio-économie-Genre
- Filière 2 : Gestion, des projets et Développement Durable
- Filière 3 : Génie Informatique et Communication



Formation Professionnelle Continue

QUELQUES UNES DE NOS THEMATIQUES DANS LE CADRE DU RENFORCEMENT DES CAPACITES

- Conduite et outils des Etudes d'Impact sur l'Environnement
- Surveillance Environnementale des Travaux
- Suivi Environnemental et Social des Travaux
- Méthodes et outils pour pratiquer l'audit environnemental et développer un Système de Management Environnemental en Entreprise
- Maitrise et Conduite des Evaluations Environnementales Stratégiques
- Plan d'Action de Réinstallation (PAR)
- Mise en œuvre pratique des PGES
- Empreinte Ecologique et Production Propre
- Genre et Développement
- Genre et Communication
- Genre et Droits à l'alimentation
- Genre et Politiques publiques
- Genre dans un contexte de changements climatiques et Défis du Développement Durable
- Gouvernance Environnementale des Entreprises et des Banques (GEE)



Pour plus d'informations :

Tel : 04 404 10 10/ 06 958 13 13 Mail : contact@ucsed.com

Adresse : Case J 428 V OCH Mougali 3 (Derrière la DRTV)

Site web : www.ucsed.com